

Global Competitiveness Report 2007-2008: Le Luxembourg reste à la traîne, selon le World Economic Forum

Selon le rapport annuel établi pour l'année 2007-2008 par le *World Economic Forum*, le Luxembourg se classe au 25^{ème} rang mondial des économies les plus compétitives, soit une stagnation de la situation compétitive du pays par rapport aux résultats obtenus dans le rapport 2006-2007.

Le classement établi par le World Economic Forum repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. La Chambre de Commerce se charge de la coordination de cette enquête au Luxembourg.

Tout comme en 2006, les Etats-Unis occupent la première place de ce classement, ce qui reflète les excellentes performances de l'économie américaine, notamment la qualité de ses infrastructures, l'efficacité de ses marchés, notamment le marché du travail, ainsi que la capacité d'innovation de ses entreprises.

Au niveau européen, 13 pays dont 10 membres de l'Union européenne devancent le Luxembourg dans ce classement. Les pays nordiques y occupent à nouveau une place de choix: Danemark (3^{ème}), Suède (4^{ème}) et Finlande (6^{ème}), tout comme cela ressort du récent document établi par l'Observatoire de la Compétitivité du Ministère de l'économie et du Commerce extérieur.

La comparaison avec les pays voisins montre qu'ils sont tous bien plus compétitifs que le Grand-Duché : Allemagne (5^{ème}), Pays-Bas (10^{ème}), France (18^{ème}), Belgique (20^{ème}).

Le bilan compétitif de l'économie luxembourgeoise

La hiérarchisation des économies les plus compétitives au niveau mondial repose sur la détermination d'un indice global de compétitivité tenant compte de l'analyse détaillée de trois « piliers » fondamentaux de la croissance et de la compétitivité au niveau mondial, à savoir : les exigences fondamentales en matière de compétitivité (institutions publiques, infrastructure, macroéconomie, santé et enseignement primaire), les améliorateurs d'efficacité (enseignement supérieur et formation continue, efficacité des marchés des biens et du travail, sophistication du marché financier, utilisation des nouvelles technologies, taille de marché) et les facteurs de sophistication (degré de sophistication des entreprises et innovation).

	Rank (out of 131)	Score (1–7)
Global Competitiveness Index 2007–2008	25	4.9
GCI 2006–2007 (out of 122)	25	5.0
Basic requirements	15	5.7
1st pillar: Institutions	14	5.5
2nd pillar: Infrastructure	21	5.4
3rd pillar: Macroeconomic stability	15	5.8
4th pillar: Health and primary education	35	6.0
Efficiency enhancers	25	4.8
5th pillar: Higher education and training	43	4.4
6th pillar: Goods market efficiency	18	5.2
7th pillar: Labor market efficiency	39	4.6
8th pillar: Financial market sophistication	8	5.8
9th pillar: Technological readiness	10	5.4
10th pillar: Market size	81	3.1
Innovation and sophistication factors	24	4.6
11th pillar: Business sophistication	23	5.0
12th pillar: Innovation	24	4.2

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le Luxembourg enregistre de bonnes performances quant aux composantes essentielles de la compétitivité (*Basic requirements*). Il se classe parmi les 15 pays les plus vertueux en la matière, notamment grâce à la stabilité politique, à la qualité de ses infrastructures, et à des performances macroéconomiques satisfaisantes, mis à part un niveau d'inflation qui reste trop élevée en comparaison européenne et une diversification perfectible. La qualité du système de santé et d'éducation primaire (35^{ème} rang mondial) nuit cependant à la performance générale du Grand-Duché au regard de ces paramètres fondamentaux. Dans ce contexte, il y a lieu de relever le coût élevé du système d'éducation par rapport aux performances obtenues en comparaison internationale. Par ailleurs, le système de santé se caractérise par des prestations très généreuses, par un suréquipement au niveau des infrastructures et par des synergies insuffisantes entre les acteurs, ce qui peut expliquer son coût très élevé par rapport à l'efficacité du système.

Le Luxembourg figure au 25^{ème} rang mondial en ce qui concerne les améliorateurs d'efficacité (*Efficiency enhancers*). Cela est notamment dû aux mauvais résultats en ce qui concerne l'enseignement supérieur (43^{ème} rang mondial), l'efficacité du marché du travail (39^{ème}) et la taille de marché (81^{ème}). Pour des raisons évidentes de taille, le Luxembourg a peu de marge de manœuvre pour faire évoluer ce dernier indicateur. La faiblesse de l'enseignement universitaire est en grande partie due au faible taux d'accès aux études universitaires (96^{ème} rang), à la faible qualité des écoles de management (91^{ème}), ainsi qu'aux mauvais résultats en matière de recherche publique (44^{ème}). La moindre efficacité du marché du travail tient quant à elle aux mauvaises performances au niveau de la flexibilité dans la détermination des salaires (89^{ème}), des pratiques d'embauche et de licenciement trop rigides (92^{ème}), de la faible participation des femmes

au marché du travail (69^{ème}), et du niveau élevé de la rémunération par rapport à la productivité (58^{ème}).

Par contre, le Grand-Duché se classe bien dans les domaines de la sophistication des produits financiers (8^{ème}), de l'utilisation des nouvelles technologies (10^{ème}) et de l'efficacité du marché des biens (18^{ème}).

Concernant les facteurs d'innovation (*Innovation factors*), le Luxembourg occupe le 23^{ème} rang mondial quant au degré de sophistication des entreprises et le 24^{ème} pour l'innovation. Le rapport WEF met en avant les efforts déployés par le Gouvernement en vue de soutenir l'innovation dans les entreprises (9^{ème}), tout comme la sophistication des processus de production (15^{ème} rang) et la capacité d'innovation (18^{ème}), mais fait également état de piètres performances au niveau de la disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques (82^{ème} rang), de la qualité des institutions publiques de recherche scientifique (55^{ème}) et de la collaboration en matière de recherche entre université et industrie (41^{ème}).

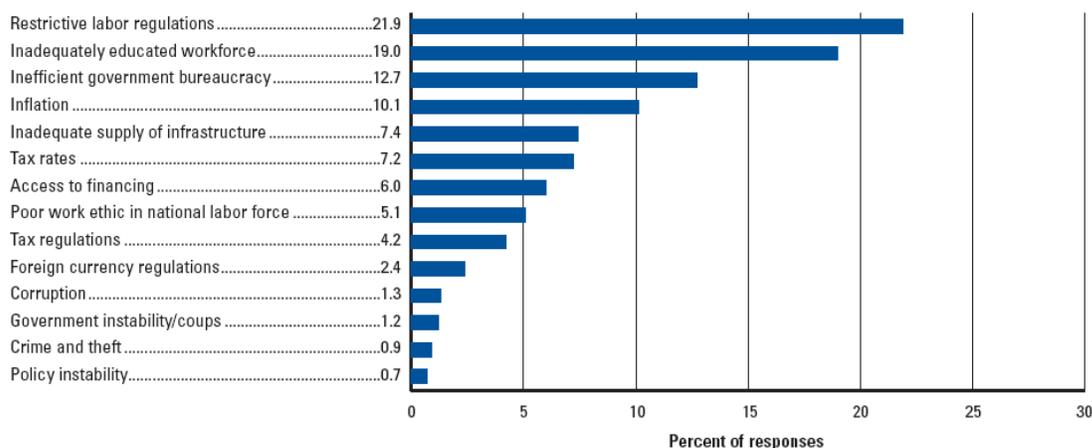
Dans ce contexte, des collaborations et synergies devraient être multipliées conformément aux recommandations énoncées dans l'*Etude Foresight* commanditée par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les principales difficultés pour le développement d'activités au Luxembourg

L'enquête à laquelle ont participé de nombreux chefs d'entreprise luxembourgeois permet également d'identifier les principaux facteurs entravant l'amélioration de la compétitivité et la faculté des agents économiques à entreprendre.

Tout comme l'année dernière, la rigidité du droit du travail, la difficulté à recruter du personnel qualifié, les lourdeurs administratives et une trop forte inflation constituent les principales difficultés. A noter qu'un nombre croissant d'entrepreneurs a identifié les deux premiers facteurs comme posant davantage de problèmes.

The most problematic factors for doing business



Note: From a list of 14 factors, respondents were asked to select the five most problematic for doing business in their country and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The bars in the figure show the responses weighted according to their rankings.

Tableau : Global Competitiveness Index rankings and 2006-2007 comparisons

Country/Economy	GCI 2007-2008		GCI 2007-2008 rank (among 2006 countries)*	GCI 2006-2007 rank
	Rank	Score		
United States	1	5.67	1	1
Switzerland	2	5.62	2	4
Denmark	3	5.55	3	3
Sweden	4	5.54	4	9
Germany	5	5.51	5	7
Finland	6	5.49	6	6
Singapore	7	5.45	7	8
Japan	8	5.43	8	5
United Kingdom	9	5.41	9	2
Netherlands	10	5.40	10	11
Korea	11	5.40	11	23
Hong Kong SAR	12	5.37	12	10
Canada	13	5.34	13	12
Taiwan, China	14	5.25	14	13
Austria	15	5.23	15	18
Norway	16	5.20	16	17
Israel	17	5.20	17	14
France	18	5.18	18	15
Australia	19	5.17	19	16
Belgium	20	5.10	20	24
Malaysia	21	5.10	21	19
Ireland	22	5.03	22	22
Iceland	23	5.02	23	20
New Zealand	24	4.98	24	21
Luxembourg	25	4.88	25	25
Chile	26	4.77	26	27
Estonia	27	4.74	27	26
Thailand	28	4.70	28	28
Spain	29	4.66	29	29
Kuwait	30	4.66	30	30
Qatar	31	4.63	31	32
Tunisia	32	4.59	32	33
Czech Republic	33	4.58	33	31
China	34	4.57	34	35
Saudi Arabia	35	4.55	n/a	n/a
Puerto Rico	36	4.50	n/a	n/a
United Arab Emirates	37	4.50	35	34
Lithuania	38	4.49	36	39
Slovenia	39	4.48	37	40
Portugal	40	4.48	38	43
Slovak Republic	41	4.45	39	37
Oman	42	4.43	n/a	n/a
Bahrain	43	4.42	40	48
South Africa	44	4.42	41	36
Latvia	45	4.41	42	44
Italy	46	4.36	43	47
Hungary	47	4.35	44	38
India	48	4.33	45	42
Jordan	49	4.32	46	46
Barbados	50	4.32	47	41
Poland	51	4.28	48	45
Mexico	52	4.26	49	52
Turkey	53	4.25	50	58
Indonesia	54	4.24	51	54
Cyprus	55	4.23	52	49
Malta	56	4.21	53	51
Croatia	57	4.20	54	56
Russia	58	4.19	55	59
Panama	59	4.18	56	60
Mauritius	60	4.16	57	55
Kazakhstan	61	4.14	58	50
Uzbekistan	62	4.13	n/a	n/a
Costa Rica	63	4.11	59	68
Morocco	64	4.08	60	65
Greece	65	4.08	61	61
Azerbaijan	66	4.07	62	62
El Salvador	67	4.05	63	53

(cont'd.)

Country/Economy	GCI 2007-2008		GCI 2007-2008 rank (among 2006 countries)*	GCI 2006-2007 rank
	Rank	Score		
Vietnam	68	4.04	64	64
Colombia	69	4.04	65	63
Sri Lanka	70	3.99	66	81
Philippines	71	3.99	67	75
Brazil	72	3.99	68	66
Ukraine	73	3.98	69	69
Romania	74	3.97	70	73
Uruguay	75	3.97	71	79
Botswana	76	3.96	72	57
Egypt	77	3.96	73	71
Jamaica	78	3.95	74	67
Bulgaria	79	3.93	75	74
Syria	80	3.91	n/a	n/a
Algeria	81	3.91	76	77
Montenegro	82	3.91	n/a	n/a
Honduras	83	3.89	77	90
Trinidad and Tobago	84	3.88	78	76
Argentina	85	3.87	79	70
Peru	86	3.87	80	78
Guatemala	87	3.86	81	91
Libya	88	3.85	n/a	n/a
Namibia	89	3.85	82	72
Georgia	90	3.83	83	87
Serbia	91	3.78	n/a	n/a
Pakistan	92	3.77	84	83
Armenia	93	3.76	85	80
Macedonia, FYR	94	3.73	86	84
Nigeria	95	3.69	87	95
Dominican Republic	96	3.65	88	93
Moldova	97	3.64	89	86
Venezuela	98	3.63	90	85
Kenya	99	3.61	91	88
Senegal	100	3.61	n/a	n/a
Mongolia	101	3.60	92	89
Gambia, The	102	3.59	93	103
Ecuador	103	3.57	94	94
Tanzania	104	3.56	95	97
Bolivia	105	3.55	96	100
Bosnia and Herzegovina	106	3.55	97	82
Bangladesh	107	3.55	98	92
Benin	108	3.49	99	107
Albania	109	3.48	100	98
Cambodia	110	3.48	101	106
Nicaragua	111	3.45	102	101
Burkina Faso	112	3.43	103	104
Suriname	113	3.40	104	114
Nepal	114	3.38	105	105
Mali	115	3.37	106	115
Cameroon	116	3.37	107	99
Tajikistan	117	3.37	108	96
Madagascar	118	3.36	109	111
Kyrgyz Republic	119	3.34	110	109
Uganda	120	3.33	111	110
Paraguay	121	3.30	112	108
Zambia	122	3.29	113	118
Ethiopia	123	3.28	114	116
Lesotho	124	3.27	115	102
Mauritania	125	3.26	116	117
Guyana	126	3.25	117	113
Timor-Leste	127	3.20	118	120
Mozambique	128	3.02	119	119
Zimbabwe	129	2.88	120	112
Burundi	130	2.84	121	122
Chad	131	2.78	122	121

* Two countries that were covered in last year's *Report* but are not included in the present *Report* for lack of Survey data are excluded from the comparison (Angola and Malawi). Serbia and Montenegro, treated as one country last year, are now treated as two individual countries. We therefore do not show data for Serbia and Montenegro for last year.

Le Département Economique de la Chambre de Commerce se tient à votre disposition pour plus d'informations concernant le rapport 2007-2008 du *World Economic Forum*, e-mail : eco@cc.lu, tél. 423939-351 (M. Carlo Thelen, Chief Economist).